

de la loi des 21 avril 1810-27 juillet 1880 (*affaire* COMPAGNIE DES MINES DE COURRIÈRES contre DARLEUX ET CONSORTS); X, 412.

## DIX-HUITIÈME SECTION

### JUGEMENTS DE TRIBUNAUX

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de Saint-Etienne, du 30 décembre 1849. Mines; ouverture de puits à moins de 100 mètres d'habitations (*affaire* DUBOUCHET ET MAS-SADIER contre CROZIER ET C<sup>ie</sup> [COMPAGNIE DE FIRMINY ET ROCHE-LA-MOILLÈRE]); III, 202.

— 28 décembre 1824. Angers. Mines; ouverture de puits à moins de 100 mètres d'habitations (*affaire* V<sup>o</sup> MOREAU contre POULET ET BERTHAULD); III, 208.

— 14 janvier 1829. Nevers. Occupation temporaire de terrains pour travaux de mines. — Indemnité préalable (*affaire* PRINET contre COMPAGNIE DES MINES DE DECIZE); I, 232.

— 14 août 1829. Saint-Etienne. Mines; ouverture de puits à moins de 100 mètres d'habitations; galeries poussées au-dessous des mêmes bâtiments (*affaire* héritiers PICARD contre COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOILLÈRE ET FIRMINY); III, 210.

— 24 août 1838. Douai. Recherches de mines; ouverture de travaux à moins de 100 mètres d'habitations (*affaire* DECOSTER contre DANCOISNE); III, 215.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de Saint-Etienne, du 27 juin 1839. Caractère de divisibilité des redevances tréfoncières (*affaire* BEAUJELIN ET CONSORTS contre VERLOCHÈRE ET CONSORTS); V, 213.

— 7 juin 1841. Saint-Etienne. Caractère de divisibilité des redevances tréfoncières (*affaire* BEAUJELIN ET CONSORTS contre VERLOCHÈRE ET CONSORTS); V, 215.

— 17 janvier 1843. Saint-Etienne. Indivisibilité à l'égard des débiteurs des redevances tréfoncières; solidarité des co-débiteurs de ces redevances (*affaire* ALBERT ET PERRET contre NOVALLET); VI, 342.

— 23 janvier 1843. Saint-Etienne. Caractère de divisibilité des redevances tréfoncières (*affaire* BEAUJELIN ET CONSORTS contre VERLOCHÈRE ET CONSORTS); V, 217.

— 1<sup>er</sup> avril 1846. Saint-Etienne. Caractère mobilier des redevances tréfoncières (*affaire* CHOL contre FLACHAT); V, 219.

— 17 juin 1846. Saint-Etienne. Caractère mobilier des rede-

vances tréfoncières (*affaire* HEURTIER ET C<sup>ie</sup> contre MARTIN-PASSERAT ET CONSORTS); V, 223.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de Saint-Etienne, du 30 août 1847. Caractère mobilier des redevances tréfoncières (*affaire* ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT contre COMPAGNIE DES HOUIL-LÈRES DE LA CHAZOTTE); V, 222.

— 23 mars 1849. Saint-Etienne. Mines; ouverture de travaux à moins de 100 mètres d'habitations (*affaire* NICOLAS contre COMPAGNIE DE LA SIBER-TIÈRE); III, 221.

— 28 décembre 1849. Chalonsur-Saône. Mines. Ouverture d'un puits dans un terrain appartenant au concessionnaire et situé à moins de 100 mètres d'habitations (*affaire* COMPAGNIE DES MINES DE BLANZY contre THOMASSET); III, 217.

— 4 juin 1856. Lyon. Redevances tréfoncières pouvant résulter de conventions particulières et antérieures à la loi du 21 avril 1810 (*affaire* CHIRAT DE SOUZY contre DU FENOYL); V, 225.

— 13 juillet 1858. Mâcon. Mines. Ouverture de puits à moins de 100 mètres d'habitations (*affaire* GUILLARD contre CHAMUSSY ET C<sup>ie</sup>); III, 230.

— 28 août 1867. Nancy. Mines. Ouverture de travaux à moins de 100 mètres d'habitations (*affaire* THIÉRY contre SOCIÉTÉ DE VÉZIN-AULNOYE); III, 235.

— 10 décembre 1868. Saint-Etienne. Mines; caisses de secours; allocations aux victimes d'accidents (*affaire* VALOUR contre CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA

CAISSE DE SECOURS DE LA SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE); III, 38.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de Saint-Etienne, du 7 avril 1869. Caisse de secours; cessation d'allocations (*affaire* BARLET contre NAN ET C<sup>ie</sup> [Société des mines de Villebœuf]); IV, 319.

— 25 juin 1872. Saint-Etienne. Mines; redevances tréfoncières; convention entre le concessionnaire et le redevancier tréfoncier (*affaire* époux FULCHIRON-RULLIÈRE contre COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOILLÈRE ET FIRMINY); X, 350.

— 15 avril 1873. Autun. Concessions de mines limitrophes. investion; empiètement, fixation de l'indemnité (*affaire* HUBINET DE SOUBISE contre BATAULT, DÉRUTY ET SAVERON); II, 89.

— 18 août 1873. Chalonsur-Saône. Caractère juridique d'une société minière qui, outre l'exploitation des houillères, la vente et le transport des produits, se livre à des opérations se rattachant à l'industrie des charbons (*affaire* TYRODE contre LIONNET, directeur de la SOCIÉTÉ ANONYME DES HOUILLÈRES DE FORGES ET DU MARTRAT); I, 210.

— 21 novembre 1876. Autun. Concessions voisines; inondation; règlement de l'indemnité due pour épuisement; compétence (*affaire* BATAULT, DÉRUTY ET SAVERON contre ALEXANDRE BARET ET REVENU); II, 98.

— 20 mars 1877. Autun. Concessions voisines; anticipation; redevances; dommages superficiels; tarissement de puits (*affaire* BATAULT, DÉRUTY ET SAVERON contre GRILLOT); II, 103.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL d'Autun, du 31 août 1878. Mines; concessions voisines; dommages superficiels; tarissement de puits (*affaire* époux GRILLOT contre DÉRUTY); II, 107.

— 4 juin 1879. Orange. Caractère juridique d'une société minière se livrant en même temps à des opérations commerciales (*affaire* CASTAN DE LA ROQUE contre SOCIÉTÉ ANONYME DES CHARBONNAGES DE MONTDRAGON); II, 383.

— 26 juin 1879. Vire. Accident d'appareil à vapeur; question de responsabilité (*affaire* AUPÉE contre FAUVEL ET LEHUGEUR); II, 370.

— 28 février 1880. Saint-Étienne. Mines; éboulement; boisage insuffisant; imprudence de la victime; action en responsabilité (*affaire* RANCON contre COMPAGNIE DES HOUILLÈRES DE MONTRAMBERT ET DE LA BÉRAUDÈRE); I, 147.

— 2 juin 1880. Saint-Étienne. Mines; concessions voisines; épuisement des eaux se déversant de l'une dans l'autre. Indemnité due, nonobstant l'abandon de l'exploitation de la mine auteur du dommage (*affaire* SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ÉTIENNE contre COMPAGNIE DES MINES DE MONTHIEUX); II, 364.

— 2 août 1880. Nancy. Marché de fournitures; morcellement d'une concession de mines de sel résultant de l'autorisation, donnée à un tiers, d'exécuter un trou de sonde et d'extraire l'eau salée (*affaire* SOLVAY ET C<sup>ie</sup> contre OCTOBON ET C<sup>ie</sup>); VI, 177.

— 17 août 1880. Saint-Étienne. Mines; concessions voisines;

épuisement des eaux se déversant de l'une dans l'autre. Indemnité due nonobstant l'abandon de l'exploitation de la mine auteur du dommage (*affaire* SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ÉTIENNE contre COMPAGNIE DES MINES DE MONTHIEUX); II, 365.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de Villefranche (Aveyron), du 10 novembre 1880. Redevances tréfoncières attachées à un immeuble dotal; inaliénabilité de ces redevances (*affaire* époux CAPELLE contre SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE L'AVEYRON); V, 228.

— 18 janvier 1881. Bône. Interprétation donnée par le conseil d'État d'une clause d'une ordonnance de concession de mines; doute subsistant; nouveau renvoi au conseil d'État (deux jugements du même jour) (*affaire* JUMEL DE NOIRETERRE contre COMPAGNIE DE MOKTA-EL-HADID); II, 410 et 416.

— 17 mai 1881. Prades. Occupation temporaire de terrains pour travaux de mines; notification de l'arrêté d'autorisation; indemnité préalable; distinction entre les explorateurs et les concessionnaires (*affaire* SOCIÉTÉ J. HOLTZER ET C<sup>ie</sup> contre SOCIÉTÉ DES MINES DES FILLOLS); I, 235.

— 17 mai 1881. Bayonne. Mines; ouverture de puits à moins de 100 mètres d'habitations (*affaire* de GRIMALDI contre FOURCADE); III, 245.

— 22 juin 1881. Saint-Étienne. Dommages causés par des travaux de mines à un chemin de fer antérieurement à 1836. — Responsabilité de l'exploitant de la mine (*affaire* COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER P.-L.-M. contre SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE RIVE-DE-GIER); IV, 243.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de Lyon, du 20 juillet 1881. Redevances tréfoncières; convention entre le concessionnaire de la mine et le redevancier tréfoncier; interprétation des actes administratifs relatifs à ces redevances (*affaire* ARGAUD contre COMPAGNIE DES MINES DE ROCHE-LA-MOLLIÈRE ET FIRMINY); VII, 162.

— 25 mai 1882. Corbeil. Accident de carrière; question de responsabilité (*affaire* DEMOL contre APPAY); II, 372.

— 30 mai 1882. Marseille. Accident de machine; travail des enfants dans les manufactures (*affaire* OLIVE); II, 374.

— 13 juin 1882. Saint-Étienne. Concessions de mines; investition; dommages en résultant; compétence (*affaire* COSTE, CLAVEL ET C<sup>ie</sup> ET SOCIÉTÉ ANONYME DE RIVE-DE-GIER contre COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER P.-L.-M.); III, 324.

— 1<sup>er</sup> septembre 1882. Thonon. Accident de carrière; responsabilité de l'exploitant (*affaire* FONTGEALLAZ contre CLARO); II, 379.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE de la Seine, du 5 octobre 1882. Caractère civil d'une société de mines qui ne se livre qu'accessoirement à des opérations de commerce (*affaire* BORDER contre SOCIÉTÉ DES MINES ET USINES DU CANIGOU); II, 386.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de Nantes du 23 novembre 1882. Accident; négligence de l'exploitant et imprudence de la victime (*affaire* BRÉTÉCHÉ contre PERROUIN); III, 258.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORREC-

TIONNEL de Bayonne, du 30 janvier 1883. Mines de sel; ouverture d'un puits sans autorisation; action civile intentée par un concessionnaire voisin (*affaire* DE GRIMALDI contre FOURCADE); III, 276.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de Saint-Étienne, du 11 avril 1883. Accident; imprudence de la victime (*affaire* SUREL contre SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ÉTIENNE); VII, 263.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIF de Thonon, du 10 mai 1883. Accident de carrière; défaut de précautions de la part de l'exploitant (*affaire* UHLER); V, 296.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de la Seine, du 6 juin 1883. Source minérale revendiquée par une société fermière d'un établissement thermal appartenant à l'État. — Interprétation du cahier des charges de la concession. — Incompétence du tribunal civil (*affaire* COMPAGNIE FERMÈRE DE L'ÉTABLISSEMENT THERMAL DE VICHY); II, 387.

— 6 juillet 1883. Seine. Concession de mines; interdiction d'exploiter une partie de la mine; préjudice causé; question de compétence (*affaire* COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER D'ORLÉANS contre CONCESSIONNAIRES DES MINES DE FAYMOREAU); III, 320.

— 2 août 1883. Lyon. Accident; question de responsabilité (*affaire* GELAS contre BARROT); III, 39.

— 21 août 1883. Aubusson. Accident de carrière; responsabilité de l'entrepreneur (*affaire* BUARD, contre TOURAILLE PÈRE ET FILS); III, 40.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL de *Saint-Étienne*, du 31 août 1883. Mines; concessions voisines; empiètement; vol de charbon; III, 441.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE de *Grenoble*, du 2 septembre 1883. Caractère non commercial des recherches de mines (*affaire JACOMETTI contre PIRET*); III, 275.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL de *Valenciennes*, du 30 novembre 1883. Caractère juridique d'un règlement intérieur de mine approuvé par le préfet (*affaire JOUGLET*); IV, 69.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de la *Seine* du 13 décembre 1883. Accident d'appareil à vapeur; responsabilité civile de l'industriel nonobstant son acquittement par le tribunal correctionnel à raison du même fait (*affaire V<sup>re</sup> LONGVERT contre LEROY, DURAND ET BONNEFONTS*); VII, 266.

— 29 janvier 1884. *Saint-Étienne*. Empiètement d'une exploitation sur une concession voisine; soustraction de charbon; prescription de l'action civile; redevances tréfoncières afférentes au charbon enlevé (*affaire SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ÉTIENNE contre SCHNEIDER ET C<sup>ie</sup>*); VI, 277.

— 13 février 1884. *Saint-Étienne* (jugement préparatoire). Mines; dégradations à la surface provenant d'anciens travaux; responsabilité de l'exploitant actuel; terrains acquis pour les besoins de l'exploitation (*affaire GRIOT contre COMPAGNIE DES MINES DE LA PORCHÈRE*); VIII, 40.

— 16 février 1884. *Thonon*. Accident de carrière imputable

à l'exploitant; responsabilité civile de ce dernier nonobstant le paiement d'une assurance sur la personne de la victime (*affaire V<sup>re</sup> TABERLET contre UHLER*); V, 297.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Douai*, 18 février 1884. Caisse de secours; non répétition des sommes versées en cas de renvoi de l'employé avant l'époque d'admission à la pension (*affaire PIERREUX contre COMPAGNIE DES MINES D'ANICHE*); IV, 320.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE COMMERCE de la *Seine*, du 8 avril 1884. Caractère juridique d'une société minière qui se proposait accessoirement dans ses statuts la construction et l'exploitation d'un chemin de fer (*affaire PEUDRIÉ contre SOCIÉTÉ DES MINES DE DIÉLETTE*); IV, 267.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Philippeville* du 9 avril 1884. Caractère juridique d'un permis de recherches de mines accordé par l'autorité administrative (*affaire CABARROC contre TERRAILLON*); VI, 273.

— 15 mai 1884. *Saint-Étienne*. Empiètement d'une exploitation sur une concession voisine; redevances tréfoncières afférentes au charbon enlevé (*affaire MALÉCOT contre SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ÉTIENNE, BONAMOUR ET CONSORTS GUILLEMIN*); VI, 412.

— 30 juin 1884. *Saint-Étienne*. Tarissement de sources par suite de travaux de mines; responsabilité de l'exploitant (*affaire NEYME contre COMPAGNIE DES MINES DE RIVE-DE-GIER ET AUGÉ*), IV, 268.

— 30 juin 1884. *Saint-Étienne*.

Accident de mine; absence de faute de la part de l'exploitant; rejet de la demande en indemnité (*affaire V<sup>re</sup> MOULIN contre COMPAGNIE DES MINES DE BEAUBRUN*); V, 300.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de la *Seine*, du 3 juillet 1884. Contrat de vente du minerai d'une concession de mines; appréciation de la portée de ce contrat (*affaire COMPAGNIE DES FORGES DE CHÂTILLON ET COMMENTRY ET COMPAGNIE DU GAZ ET DES HAUTS FOURNEAUX DE MARSEILLE contre AMIGUES ET JEANSOULIN*); V, 285.

— 18 décembre 1884. *Briey*. Délimitation d'une mine et d'une minière superposées (*affaire SOCIÉTÉ JOHN COCKERILL contre SOCIÉTÉ DES HAUTS FOURNEAUX DE SAULNES*); V, 329.

— 23 février 1885. *Saint-Étienne*. Dommages causés à la surface par des travaux de mines; responsabilité de l'exploitant (*affaire ÉTAT FRANÇAIS (manufacture d'armes de Saint-Étienne) contre COMPAGNIES DES MINES DE LA LOIRE, DE MONTAUD et DES HOUILLÈRES DE SAINT-ÉTIENNE*); IV, 270.

— 28 février 1885. *Seine*. Accident; imprudence de la victime; chose jugée au correctionnel (*affaire V<sup>re</sup> THIBON contre PERETMÈRE ET C<sup>ie</sup>*); VII, 270.

— 26 mars 1885. *Béthune*. Accident de mine survenu au cours du transport des ouvriers dans leurs chantiers; question de la responsabilité du patron (*affaire MAGNIEZ contre COMPAGNIE DES MINES DE BRUAY*); V, 302.

— 22 avril 1885. *Saint-Étienne*. Concession de mines antérieure à 1810; absence de redevances

tréfoncières stipulées (*affaire BERGER, BALLEY ET CONSORTS contre GRANGE ET CONSORTS*); VI, 339.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de la *Seine*, du 28 avril 1885. Accident d'appareil à vapeur; acquittement au correctionnel du chef d'homicide par imprudence; absence de responsabilité civile (*affaire V<sup>re</sup> NOLFF contre D...*); VII, 272.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL d'*Yvetot*, du 29 avril 1885. Appareils à vapeur placés à bord des bateaux à voiles naviguant sur mer; non-application de l'ordonnance du 17 janvier 1846 et de la loi pénale du 21 juillet 1856 (*affaire LEVACHER*); IV, 276.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Béthune*, du 15 mai 1885 (jugement préparatoire). Mines; occupation de terrains (*affaire SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS contre LES HOSPICES LE LENS*); VII, 342.

— 27 novembre 1885. *Saint-Jean-de-Maurienne*. Mines; dommages à la surface (*affaire EXCOFFIER contre COMPAGNIE DES MINES DE LA MAURIENNE*); VII, 47.

— 2 décembre 1885, *Saint-Étienne*. Mines; dommages causés à la voie d'un chemin de fer (*affaire SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER DE SAINT-ÉTIENNE, contre SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE LA PETITE-RICAMARIE*); X, 43.

— 17 février 1886. *Saint-Étienne*. Mines; Dommages causés à une propriété superficière; Galerie rencontrée au cours des fouilles pour la construction d'une maison; responsabilité de l'exploitant actuel (*affaire GARNIER contre COMPAGNIE DES MINES*

DE ROCHE-LA-MOLIÈRE ET FIRMINY; V, 293.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Saint-Etienne*, du 29 juin 1886. Mines; dommages causés à la surface par d'anciens travaux (*affaire JAVELLE contre COMPAGNIE DES MINES DE BEAUBRUN*); IX, 154.

— 30 juillet 1886. *Périgueux*. Bail à ferme d'une propriété; droit pour le propriétaire d'exploiter une carrière souterraine sise au-dessous de la surface affermée (*affaire BOURGEIX contre MAZEAU*); V, 294.

— 5 août 1886. *Béthune*. Caisse de secours; réduction de pensions accordées; compétence de l'autorité judiciaire pour déterminer la quotité des allocations (*affaire DEPRETZ contre BUREAU, ADMINISTRATEUR DE LA CAISSE DE SECOURS DES MINES DE VENDIN-LÈS-BÉTHUNE*); VIII, 267.

— 10 août 1886. *Saint-Étienne*. Accident; nullité du contrat, intervenu entre patron et ouvrier, déchargeant le premier de la responsabilité civile édictée par les articles 1382 et 1383 du Code civil (*affaire BARLET contre LHOSTE*); V, 304.

— 26 octobre 1886. *Alais*. Accident de mine; défaut de précautions de la part de la compagnie exploitante; responsabilité civile de celle-ci (*affaire MARTINEAU contre COMPAGNIE HOUILLÈRE DE BESSÈGES*); VII, 272.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL de *Valenciennes*, du 5 novembre 1886. Accident de mine; responsabilité d'un porion en cas d'ordres contraires aux règlements (*affaire HELBECQUE ET DESCODIN*); VI, 238.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL d'*Arras*, du 23 décembre 1886. Accident de carrière; caractère fortuit (*affaire V<sup>rs</sup> PLOUVIEZ contre OBOEUF*); VII, 277.

— 8 janvier 1887. *Moulins*. Accident de mine; négligence de l'exploitant articulée mais non prouvée (*affaire AUGOT contre DECITRE, fermier de la MINE DE SAINT-HILAIRE*); VII, 282.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL de *Saint-Étienne*, du 11 janvier 1887. Mines; abandon; contravention à l'article 8 du décret du 3 janvier 1813 (*poursuites exercées contre le directeur de la Société anonyme des houillères de Rive-de-Gier*); VII, 350.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Montluçon*, du 27 janvier 1887. Accident de mines; absence des précautions spéciales que motivait la nature exceptionnelle de la couche exploitée; responsabilité de la compagnie exploitante (*affaire NICOLAS contre SOCIÉTÉ DE COMMENTRY-FOURCHAMBAULT*); VII, 280.

— 25 février 1887. *Béthune*. Mines; occupation de terrains; indemnité au double (*affaire SOCIÉTÉ DES MINES DE LENS contre LES HOSPICES DE LENS*); VII, 343.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL d'*Etampes*, du 3 mai 1887. Carrière à ciel ouvert; contravention; incompétence de la juridiction correctionnelle; VII, 384.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Saint-Etienne*, du 31 mai 1887 (jugement rendu sur le fond). Mines; dégradations à la surface provenant d'anciens travaux;

responsabilité de l'exploitant actuel; terrains acquis pour les besoins de l'exploitation (*affaire GRIOT contre COMPAGNIE DES MINES DE LA PORCHÈRE*); VIII, 43.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Périgueux*, du 31 décembre 1887. Carrière souterraine; accident; frais des travaux de sauvetage exécutés par l'Administration (*affaire IMBERT, exploitant de carrière à Chancelade, contre L'ÉTAT*); VIII, 245.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE de *la Ferté-Alais* (Seine-et-Oise), du 24 mars 1888. Carrière à ciel ouvert, contravention; prescription; VII, 386.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Chalon-sur-Saône*, du 30 mars 1888. Caisse de secours; suspension des allocations; visite de médecins constatant l'invalidité (*affaire REVERET contre CAISSE DE SECOURS DES MINES DE BLANZY*); VIII, 270.

— 11 avril 1888. *Saint-Etienne*. Dommages à la surface provenant d'anciens travaux (*affaire consorts GAUCHER contre COMPAGNIE DES MINES DE BEAUBRUN*); IX, 156.

— 29 mai 1888. *Étampes*. Accident de carrière; faute de l'exploitant et imprudence de l'ouvrier; responsabilité civile atténuée (*affaire GAUDIBLEU contre ANCEAU*); VII, 286.

JUGEMENT DU TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE d'*Etampes*, du 17 août 1888. Carrière à ciel ouvert; contravention; prescription; VII, 388.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Saint-Etienne*, du 10 décembre 1888. Caisse de secours; non

répétition des sommes versées par l'ouvrier congédié (*affaire BESSET contre CAISSE CENTRALE DE RETRAITE DES MINEURS DU BASSIN DE LA LOIRE*); IX, 509.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL de *Pontoise*, du 15 janvier 1889. Carrière souterraine; contravention résultant d'un empiètement sous la zone de protection d'un chemin vicinal; compétence de la juridiction correctionnelle (jugement statuant sur une exception d'incompétence), VIII, 245.

— 15 janvier 1889. *Pontoise* (même objet que le précédent). Jugement statuant sur le fond et par défaut; VIII, 246.

— 19 février 1889. *Pontoise*. (même objet que le précédent). Annulation de l'opposition faite au jugement par défaut du 15 janvier 1889); VIII, 246.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Saint-Etienne*, du 20 février 1889. Caisse de secours; personnalité civile distincte de celle de la Société minière (*affaire FULCHIRON contre COMPAGNIE DE TERRENOIRE*); IX, 510.

— 25 février 1889. *Saint-Étienne*. Caisse de secours; quantum de l'allocation fixé par un jugement antérieur; irrecevabilité d'une demande en augmentation (*affaire GÉRENTON contre COMPAGNIE DES HOUILLÈRES DE SAINT-ÉTIENNE*); IX, 511.

— 29 mai 1889. *Saint-Étienne*. Concessions de mines; cession; validité (*affaire SOCIÉTÉ ANONYME DES HOUILLÈRES DE RIVE-DE-GIER contre SOCIÉTÉ CIVILE DES MINEURS DU GIER*); X, 391.

— 19 novembre 1889. *Chalon-*

*sur-Saône*. Caisse de secours; suspension des allocations au pensionnaire revenu à un état de santé lui permettant d'exercer une profession (*affaire REVERET contre CAISSE DE SECOURS DES MINES DE BLANZY*); VIII, 273.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Saint-Etienne*, du 28 novembre 1889. Mines; dommages causés à la voie d'un chemin de fer concédé postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1856 (*affaire SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER DE SAINT-ETIENNE contre SOCIÉTÉ DES HOULLÈRES DE LA PETITE-RICAMARIE*); X, 44.

— 6 janvier 1890. *Saint-Étienne*. Caisse de secours; allocations (*affaire CROZET contre COMPAGNIE DES MINES DE MONTRAMBERT*); IX, 513.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORREC-

TIONNEL de VILLEFRANCHE (Aveyron), du 28 mars 1890. Mines; accident; responsabilité des ingénieurs de la Compagnie exploitante (*affaire P..., V..., H...*); X, 344.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL de *Villefranche* (Aveyron), du 29 mars 1890. Mines; accident; responsabilité des ingénieurs de la Compagnie exploitante (*affaire B...*); X, 341.

— 31 octobre 1890. *Saint-Etienne*. Grève; atteinte à la liberté du travail; IX, 517.

JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL de *Béthune*, du 12 février 1891. Mines; occupations de terrains; application des articles 11 et 43 de la loi des 21 avril 1810-27 juillet 1880 (*affaire COMPAGNIE DES MINES DE COURRIÈRES contre DARLEUX ET CONSORTS*); X, 408.

#### IV. — Documents divers.

RAPPORT, du 20 mars 1882, de M. *Daubrée*, président de la Commission du grisou; I, 149. = RAPPORT de MM. *Mallard* et *Le Chatelier* sur les travaux de la commission du grisou; I, 153.

ARRÊTÉ royal, du 24 avril 1884, portant nouvelle réglementation pour l'exploitation des mines en Belgique; III, 63. Instruction annexe; III, 79.

RAPPORT présenté, le 13 novembre 1884, au ministre de la marine et des colonies, par la commission des mines de l'Annam et du Tonkin; III, 418.

Projet de règlement; III, 433.

RAPPORTS de la commission de statistique de l'industrie minière et des appareils à vapeur, au ministre des travaux publics; statistique afférente aux années 1885, VI, 24; 1886, VII, 236; 1887, VIII, 85; 1888, IX, 13; 1889, X, 36; 1890, X, 387.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889. — Récompenses accordées aux exposants (extrait concernant les services et établissements ressortissant au ministère des travaux publics, Division des mines); VIII, 386.

## TABLE ALPHABÉTIQUE DES LOIS, DÉCRETS ET AUTRES ACTES ADMINISTRATIFS ET DE JURISPRUDENCE

RELATIFS

AUX MINES, CARRIÈRES, CHEMINS DE FER, ETC.

CONTENUS DANS LA 8<sup>e</sup> SÉRIE

DES

## ANNALES DES MINES

### AVIS

Le signe — évite la répétition du ou des mots placés en tête de chaque article.

Le signe = sépare les divers actes compris dans un même article.

Les chiffres romains indiquent le tome, et les chiffres arabe la page.

### A

ABADIE (dames). Voir MESLOULA (*Concession de*).

ABLON (Calvados). Voir DYNAMITE.

ACCIDENTS. Circulaire, du 23 avril 1882, relative à l'application des articles 11 et 43 du

décret du 3 janvier 1813, en ce qui concerne les — survenus à l'extérieur des mines; I, 145. = Circulaire, du 19 juillet 1882, relative aux avis à donner, par les parquets, aux ingénieurs des mines en ce qui concerne les motifs de classement sans suite des procès-verbaux d' — de mines